

<p><u>Maitre d'ouvrage</u></p> <p>MINISTERE DE LA JUSTICE 18 bis rue Châtillon - CS 23131 35031 RENNES Cedex Tél : 02 90 09 32 45 Mail : malo.gesne@justice.gouv.fr</p>	<p>BUREAUX ALIP 44570 TRIGNAC</p>
<p><u>Architecte</u></p> <p>IN/IUT 6, rue Bâtonnier Guinaudeau 44100 NANTES Tél : 09 81 82 08 58 Mail : contact@in-uit.fr</p>	
<p><u>Économiste</u></p> <p>ECB NANTES 10, rue de la Communauté - PA de la Forêt 44140 LE BIGNON Tél : 02.51.79.25.35 Mail : 22h03_alip_st_nazaire@ecb-batiment.fr</p>	
<p><u>BET Structure</u></p> <p>PLBI 298 route de Vannes - La Porte du Forum 44700 Orvault Tél : 02.40.94.74.70 Mail : plbi@wanadoo.fr</p>	<p>DESCRIPTIFS TOUS CORPS D'ETAT</p>
<p><u>BET fluides</u></p> <p>AIERO Les Mernais - 10 Rue Basse 44170 NOZAY Tél : 02 40 79 32 88 Mail : contact@aireo-energies.fr</p>	
	<p>22H03</p>

**BUREAUX ALIP
44570 TRIGNAC**

DESCRIPTIF

<p>PRESCRIPTIONS COMMUNES</p>

SOMMAIRE

PRESCRIPTIONS COMMUNES.....	3
1 DEFINITION DE L'OPERATION	3
2 LISTE DES LOTS.....	3
3 AVERTISSEMENT AUX ENTREPRISES.....	3
4 CONNAISSANCE DES LIEUX	3
5 CANALISATIONS EXISTANTES	4
6 PROTECTIONS DES OUVRAGES	4
7 PROPRETE DU CHANTIER.....	4
8 SECURITE DE CHANTIER	4
8.1 Clôture de chantier	4
8.2 Fermeture du ou des bâtiments.....	5
8.3 Protections de chantier.....	5
9 ESSAIS.....	5
10 RESERVATIONS.....	5
11 SCELLEMENTS - REBOUCHEMENTS	5
12 DIVERS.....	6
13 MODIFICATIONS	6
14 RÈGLEMENTS	6
15 MATERIAUX - ECHANTILLONS - TEMOINS	6
16 CHARGES PERMANENTES - CHARGES D'EXPLOITATIONS	7
17 ACCESSIBILITE PMR.....	7
18 DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE.....	7
19 OBJECTIFS ACOUSTIQUES.....	7
20 NOTE PRELIMINAIRE SUR LES ETUDES STRUCTURES	7
21 NOTE PRELIMINAIRE SUR ETUDE GEOTECHNIQUE.....	7
22 NOTE PRELIMINAIRE SUR LE RAPPORT AMIANTE ET PLOMB	7
23 PERFORMANCES ENERGETIQUES	8
24 ETANCHEITE À L'AIR	8
25 NOTE GENERALE À L'ENVIRONNEMENT CONTEXTUEL	8
26 OBTENTION DES OBJECTIFS REGLEMENTAIRES FEU,	8
28 CLASSEMENT DU BÂTIMENT	8
29 RENSEIGNEMENTS	8

29.1 Devis descriptif et quantitatif des lots n° 01 à 05.....	9
29.2 Devis descriptif et quantitatif des lots n° 06 et 08.....	9
29.3 Observations.....	9
30 RENDEZ-VOUS DE CHANTIER ET COORDINATION	9

PRESCRIPTIONS COMMUNES

1 DEFINITION DE L'OPERATION

Le présent document a pour objet de décrire les travaux tous corps d'état de l'opération :

BUREAUX ALIP
44570 TRIGNAC

Réalisés par le Maître d'Ouvrage :

MINISTERE DE LA JUSTICE

Suivant le projet du Maître d'Œuvre :

IN/IUT
6, rue Bâtonnier Guinaudeau - 44100 NANTES
Tél : 09 81 82 08 58 - Mail : contact@in-uit.fr

2 LISTE DES LOTS

Les travaux seront réalisés suivant la liste des lots définie comme suit :

LOT N°01 - MENUISERIE EXTERIEURE ET MENUISERIE INTERIEURE BOIS
LOT N°02 - CLOISONS SECHES
LOT N°03 - FAUX PLAFONDS
LOT N°04 - CARRELAGE - FAIENCE - SOLS COLLES
LOT N°05 - PEINTURE
LOT N°06 - CHAUFFAGE - VENTILATION - PLOMBERIE SANITAIRE
LOT N°07 - ELECTRICITE

3 AVERTISSEMENT AUX ENTREPRISES

Les entreprises sont réputées avoir pris connaissance de l'ensemble des pièces constituant le dossier complet des travaux.

Les entreprises sont réputées s'être assurées qu'il n'y a ni manque, ni double emploi dans les prestations fournies afin d'assurer un achèvement complet des travaux dans les règles de l'art ; et pour la bonne construction, l'entrepreneur sera tenu de prévoir dans ses dépenses, tout ce qui doit, normalement entrer dans le prix d'une construction à forfait.

Les entreprises sont réputées avoir vérifié la conformité de la composition de leur dossier d'après les indications du bordereau des pièces fournies à chaque entreprise.

Les plans, devis descriptifs et autres documents joints au dossier de consultation forment un tout définissant les ouvrages à réaliser en se complétant mutuellement.

Un ouvrage figurant sur les plans mais non prescrit au descriptif devra être réalisé et prévu dans le cadre du forfait.

De même, un ouvrage décrit au descriptif et ne figurant pas sur les plans, devra être réalisé dans les mêmes conditions que ci-dessus.

4 CONNAISSANCE DES LIEUX

L'entrepreneur doit prendre en compte dans son prix forfaitaires les éléments suivants :

- Le lieu d'implantation des ouvrages.
- Les travaux seront réalisés en site occupé.
- L'état du terrain.
- Les contraintes dues à la surface du terrain, à la réglementation locale, aux conditions climatiques normalement prévisibles, aux exigences du Maître d'ouvrage, à l'environnement.
- Les difficultés d'accès.
- La sécurisation des accès depuis la voie publique suivant l'annexe CCAP.

Les demandes d'occupation des sols temporaires du domaine public seront à faites par les entreprises en fonction de leurs besoins respectifs et les frais correspondants seront à la charge de chacune d'elles.

5 CANALISATIONS EXISTANTES

L'entrepreneur devra s'assurer de la présence et des emplacements des réseaux anciens d'égouts, eau, gaz, téléphone et électricité qui pourraient subsister dans le terrain.

Aucune canalisation existante ne sera démolie, sans qu'une enquête préalable n'ait donné la certitude qu'elle ne fasse pas partie d'une installation en service

Tout préjudice causé sera à la charge de l'entrepreneur responsable.

6 PROTECTIONS DES OUVRAGES

Les entrepreneurs prendront toutes dispositions pour protéger de façon efficace, pendant le cours des travaux, tous les ouvrages, les appareils, les canalisations, les carrelages, etc., qu'ils viennent de poser.

En tout cas, ils en feront leur affaire personnelle en relation avec les autres entrepreneurs, et ce, jusqu'à la réception des bâtiments et installations.

7 PROPRETE DU CHANTIER

Les entrepreneurs doivent assurer le nettoyage de leurs ouvrages et des locaux, après manutention ou après pose et enlèvement des gravois, afin de livrer les locaux, les matériels ou les installations, en parfait état de propreté après leurs interventions.

L'évacuation, le chargement et le tri des gravois et déchets propres à chaque lot se faisant à charge de l'entrepreneur du lot, au lieu de stockage ou dans les bennes mises à disposition par le gestionnaire des dépenses communes.

Si malgré les prescriptions ci-dessus, le chantier n'était pas maintenu dans un état de propreté suffisante pendant l'exécution des travaux, ou si les locaux n'étaient pas livrés dans l'état de nettoyage définitif demandé par les pièces du contrat, l'architecte pourra en l'absence du responsable, ordonner chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le nettoyage général du chantier.

Dans le cas où malgré les ordres de service consignés dans les comptes rendus de chantier, ce nettoyage n'aurait pas été exécuté de façon satisfaisante, l'architecte pourra faire appel à une entreprise de nettoyage spécialisée, les frais étant imputés à l'entreprise défaillante.

Il est rappelé que les dispositions d'usage sont réputées incluses dans les prix de l'Entrepreneur et notamment pour :

- La propreté des voies du site et des voies publiques (nettoyage des roues de camions, balayage de voirie).
- La propagation de poussières (prévoir arrosage et brumisation selon nécessité).
- Le bruit (matériel silencieux, horaires de travail).
- Le nettoyage après travaux des bâtiments de l'environnement immédiat.

8 SECURITE DE CHANTIER

8.1 Clôture de chantier

L'entreprise du *lot Menuiserie extérieure et intérieure bois* est chargée de la clôture de chantier avec portail d'accès et de sa fermeture en dehors des heures de travail, ainsi que de la mise en place des panneaux d'affichage interdisant au public d'entrer dans le chantier.

8.2 Fermeture du ou des bâtiments

Dès que les menuiseries extérieures et les vitrages seront posés (bâtiment hors d'eau et hors d'air), le bâtiment devra être fermé.

8.3 Protections de chantier

L'entreprise du *lot Menuiserie extérieure et intérieure bois* aura à sa charge la mise en place des garde-corps provisoires et la fermeture des trémies dans les planchers avec des dispositifs de résistance suffisante et un système de fixation amovible pour les besoins du chantier. Ces dispositifs sont à prévoir pour toutes les trémies, escaliers, portes-fenêtres, balcons, loggias, terrasses, gaines ascenseurs et autres ouvrages pouvant menacer la sécurité des travailleurs sur le chantier.

L'entreprise du *lot Menuiserie extérieure et intérieure bois* devra assurer le maintien en bon état de tous ces dispositifs, jusqu'à la mise en place des ouvrages de protection définitifs.

Chaque entreprise devra s'assurer avant toutes interventions que les dispositifs de sécurité sont en place et qu'ils sont suffisants pour les travaux qu'elle a à réaliser.

9 ESSAIS

Les installations techniques, canalisations, électricité, plomberie, chauffage, téléphone, télévision, alarme, gestion technique centralisée, ascenseur, monte-charge, et autres feront l'objet d'essais de bon fonctionnement avant la mise en service. Ces essais seront conduits selon les normes françaises en vigueur, les prescriptions du D.T.U du R.E.E.F ou du C.S.T.B. Les frais seront à la charge de l'entreprise.

Les essais ci-dessus réalisés par les entreprises font désormais l'objet d'attestations d'essais de fonctionnement de l'AQC, qui remplacent les anciens PV COPREC.

Les fluides nécessaires aux essais seront à la charge de l'entreprise. Il est rappelé que les travaux ne pourront être réceptionnés sans la production de ces documents justifiant que les essais ont bien été réalisés.

10 RESERVATIONS

Les réservations seront fournies par l'entreprise et visées par les Bureaux d'Études de la maîtrise d'œuvre.

Les plans de réservation devront être cotés en X et en Y par rapport à des éléments de structure facilement repérable.

Ces réservations seront fournies au Bureau d'Etude Structure et à tous les participants intéressés.

Les réservations dans les ouvrages de structure sont dues par les lots qui réalisent ces ouvrages y compris décoffrage et enlèvement du polystyrène.

Les corps d'état qui ont demandés les réservations devront vérifier leurs exécutions et devront les repérer par un marquage spécifique.

Toutes les réservations qui n'ont pas été demandées en temps utile seront réalisées par les lots chargés de la structure mais à la charge des entreprises responsables.

11 SCELLEMENTS - REBOUCHEMENTS

Les rebouchements dans les ouvrages de structure seront exécutés par les entreprises chargées de la structure afin de restituer aux ouvrages concernés leurs qualités de stabilité, de tenue au feu, d'isolement acoustique et d'homogénéité des matériaux.

Sera également compris à ce titre, le rebouchement des trémies au niveau des planchers dans les gaines techniques de la totalité des corps d'état secondaires.

12 DIVERS

Tous les taquets, fourreaux, chevilles, rails seront prévus et incorporés par le lot gros œuvre, dans les structures en béton.

Cette disposition sera adoptée d'une manière générale, sauf indications contraires contenues dans le descriptif.

L'entreprise de gros œuvre sera chargée du maintien du trait de niveau pendant toute la durée du chantier, jusqu'à l'intervention du peintre à + 1,00 au-dessus des sols finis.

13 MODIFICATIONS

Aucune modification dans l'application des devis et plans ne sera réalisée sans un ordre écrit de l'architecte ou observations notées dans le rapport de chantier.

La réalisation de travaux supplémentaires devra faire l'objet de devis qui devront être acceptés avant exécution. Tous les devis fournis après exécution seront refusés et les travaux seront considérés comme étant réalisés dans le cadre du forfait.

14 RÈGLEMENTS

Tous les devoirs de l'entreprise sont définis par les règlements en vigueur et la normalisation française, soit notamment :

- Arrêté du 25 juin 1980 modifié concernant la réglementation de sécurité incendie des ERP.
- Les Eurocodes.
- Les prescriptions techniques générales constituées par les documents du R.E.E.F et du centre scientifique et technique du bâtiment CSTB édités à la date de signature du marché et notamment :
 - * Les règles de calculs et documents conformes au D.T.U édités par le C.S.T.B.
 - * Les normes françaises A.F.N.O.R.
 - * Les prescriptions ENEDIS ou Consuel.
 - * Les agréments C.S.T.B ou avis technique.
 - * Les recommandations des organismes professionnels applicables aux prestations faisant l'objet du marché.
 - * Les textes réglementant les mesures à prendre en matière d'hygiène et de sécurité.

Les mises à jour de l'ensemble de ces documents à la date limite de remise des offres sont incluses dans les pièces contractuelles.

Le fait qu'il ne soit fait mention des normes, règlements et agréments dans le présent document ne doit pas être une raison de leur non-application.

15 MATERIAUX - ECHANTILLONS - TEMOINS

Les matériaux :

Les différents types de matériaux prévus au devis descriptif définissant une base minimale ne pourront être modifiés sans l'accord du Maître de l'Ouvrage et de l'Architecte.

Tous les matériaux seront présentés à l'architecte et au Maître de l'Ouvrage avant d'en faire la commande.

Les différents types de matériaux prévus au descriptif sont définis comme étant une base minimale, et ils ne pourront être modifiés sans l'accord du Maître de l'Ouvrage et de l'Architecte.

Les échantillons :

Les échantillons et les éléments "témoins" présentés au maître d'œuvre devront avoir une surface au moins égale à 1 % de la surface totale à mettre en œuvre avec un minimum de 1,00 m². Pour chaque matériau le maître d'œuvre pourra exiger plusieurs échantillons.

Les témoins :

Généralités sur les témoins :

Pour les ouvrages en béton apparent ou en béton préfa de même que pour les ouvrages de serrurerie ou de menuiserie, les entreprises devront la réalisation d'éléments témoins.

Pour les matériaux de finition tels que couverture, bardage, parquet, plafonds suspendus, carrelage, faïence, enduits de finition, revêtements muraux, peintures, revêtements de sols, les entreprises devront la réalisation surfaces "témoins".

16 CHARGES PERMANENTES - CHARGES D'EXPLOITATIONS

- Surcharges climatiques suivant implantation du projet et Eurocode 1 et suivant étude du BET Structure.
- Surcharges d'exploitation suivant Eurocode 1 et suivant étude du BET Structure.
- Poids volumiques, poids propres suivant Eurocode 1 et suivant étude du BET Structure.

Il est précisé qu'il ne devra pas être pris en compte de dégression de surcharges dans les calculs de descentes de charges.

17 ACCESSIBILITE PMR

L'ensemble des prestations devront être conformes au code du travail et à l'Arrêté du 20 avril 2017 relative à l'accessibilité aux personnes handicapées.

18 DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE

(SANS OBJET)

19 OBJECTIFS ACOUSTIQUES

Les entreprises doivent s'assurer à la fois de la parfaite réalisation de leurs ouvrages en regard notamment des sujétions acoustiques imposées dans les descriptifs mais aussi d'une totale coordination entre corps d'états (gros œuvre, second œuvre, décoration-finitions et corps d'états techniques).

Il est enfin rappelé aux entreprises que les critères acoustiques et les performances des matériels et matériaux constituent des obligations de résultats et de moyens.

Toutes les sujétions, tous les matériels et matériaux nécessaires au respect des contraintes acoustiques définies dans les descriptifs s'entendent incluses dans les prix remis par les entrepreneurs. En aucun cas ces éléments ne pourront faire l'objet de réclamations ultérieures à la signature des marchés.

Le présent projet est réalisé conformément aux textes sur l'acoustique en vigueur dont les textes suivants :

- L'arrêté du 23 juillet 2013 modifiant l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolation acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit.
- Arrêté du 30 août 1990 pris pour l'application de l'article R. 235-11 du code du travail et relatif à la correction acoustique des locaux de travail.
- Norme NFS 31-080 relative à l'acoustique des bureaux et espaces associés.

20 NOTE PRELIMINAIRE SUR LES ETUDES STRUCTURES

(SANS OBJET)

21 NOTE PRELIMINAIRE SUR ETUDE GEOTECHNIQUE

(SANS OBJET)

22 NOTE PRELIMINAIRE SUR LE RAPPORT AMIANTE ET PLOMB

(SANS OBJET)

23 PERFORMANCES ENERGETIQUES

(SANS OBJET)

24 ETANCHEITE À L'AIR

L'étanchéité à l'air étant un des paramètres déterminant la performance énergétique du bâtiment, il est en conséquence demandé à chaque entreprise d'apporter le plus grand soin dans ses interventions, pour ne pas altérer cette perméabilité.

Cette contrainte est notamment très importante, dans la mise en œuvre des différents ouvrages assurant l'étanchéité à l'air, mais aussi dans les interventions postérieures, susceptible d'altérer cette barrière étanche et globale du bâtiment. Aussi les précautions suivantes seront à prendre :

- Éviter au maximum les percements ou traversées de cette barrière, en privilégiant les passages et la distribution à l'intérieur du volume étanche et chauffé.
- Le cas échéant, pour les traversées vers l'extérieur inévitables, toutes les dispositions devront être prises pour assurer la parfaite étanchéité de celles-ci. Des dispositifs faisant l'objet d'agrément devront assurer et/ou compléter l'étanchéité de ces traversées.

La totalité des corps d'état du "bâti" étant concernée, une très grande coordination entre ceux-ci est nécessaire, et devra par conséquent faire l'objet de mises au point préalables, en n'occultant jamais les interventions des lots précédents ou des lots suivant chaque intervention.

25 NOTE GENERALE À L'ENVIRONNEMENT CONTEXTUEL

Données climatiques :

- Suivant règles Eurocode 1 :
 - * Neige : **Région A1 avec une altitude inférieure à 200 m**
 - * Vent : **Zone 3 et site exposé suivant NF EN 1991-1-4**

Atmosphère extérieure considérée :

- **Atmosphère mixte sévère : E18** selon la norme NF P24-351 (juillet 1997).

Sismique :

Au sens de l'EUROCODE 8, des décrets et de l'arrêté du 22/10/10, l'action sismique peut être définie de la façon suivante :

- Zone de sismicité : 3 (Niveau d'aléa modéré)
- Catégorie d'importance du bâtiment : III

26 OBTENTION DES OBJECTIFS REGLEMENTAIRES FEU, ...

L'obtention des objectifs fixés sur le plan acoustique, feu (coupe-feu, pare-flamme ...), ou autres dans le cadre du présent projet devra respecter les avis techniques ou procès-verbaux des produits mis en œuvre.

Dans le cas contraire, l'entreprise devra intégrer dans son offre tous les frais nécessaires à la réalisation et l'obtention de procès-verbaux de chantier ou d'Atex.

28 CLASSEMENT DU BÂTIMENT

Le bâtiment est classé ERP (Établissement Recevant du Public) :

- type : PE
- 5ème catégorie

29 RENSEIGNEMENTS

Les personnes à contacter pour demandes de renseignements complémentaires :

IN/IUT

6, rue Bâtonnier Guinaudeau - 44100 NANTES

Tél : 09 81 82 08 58
Mail : contact@in-uit.fr

29.1 Devis descriptif et quantitatif des lots n° 01 à 05

ECB NANTES
10, rue de la Communauté - PA de la Forêt - 44140 LE BIGNON
Tél : 02.51.79.25.35
Mail : 22h03_alip_st_nazaire@ecb-batiment.fr

29.2 Devis descriptif et quantitatif des lots n° 06 et 08

AIERO
Les Mernais - 10 Rue Basse - 44170 NOZAY
Tél : 02 40 79 32 88
Mail : contact@aireo-energies.fr

29.3 Observations

Il est précisé que les quantitatifs joints au dossier d'appel d'offres ne sont pas une pièce contractuelle ; en conséquence, l'entreprise est tenue de vérifier le sous détail des quantités.

D'autre part, pour permettre l'analyse des offres, il est demandé de respecter le cadre de bordereau.

Dans le cas où des erreurs seraient relevées, il est demandé de les signaler à *E.C.B.*, avant la remise des offres, afin d'en informer les entreprises concernées.

Les travaux complémentaires que l'entreprise jugerait nécessaires, et qui ne seraient pas prévus au quantitatif seront chiffrés à la fin du bordereau mais seront inclus dans l'acte d'engagement.

30 RENDEZ-VOUS DE CHANTIER ET COORDINATION

Les rendez-vous de chantier auront lieu régulièrement, le jour et l'heure seront fixés par le Maître d'Œuvre en début des travaux.

Ces rendez-vous pourront éventuellement être complétés par des réunions de coordination. Dès notification de son marché, l'entrepreneur est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier ou de se faire représenter par une personne compétente, capable de prendre des décisions et d'engager l'entreprise.

Faute de respecter cette clause, l'entreprise sera considérée comme absente et sera frappée d'une pénalité prévue au C.C.A.P.